

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 22/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRUNEL FRERES

Route d'Estaires

59660 Merville

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\BRUNEL Frères_rte
Estaires_Merville_070.05064\2_INSPECTIONS\2023_06_27_Situation_administrative_JR\BRUNEL Frères_rte
Estaires_Merville_RAPVI_070.05064.odt
Code AIOT : 0007005064

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement BRUNEL FRERES implanté Route d'Estaires 59660 Merville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRUNEL FRERES
- Route d'Estaires 59660 Merville
- Code AIOT : 0007005064
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation située route d'Estaires réalise la réception, le tri, le regroupement et le stockage de déchets de métaux et de DEEE avant ré-expédition de ces matières vers la clientèle ou les filières de traitement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative de l'établissement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative du site	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9	/	Sans objet
2	Aménagement de l'exploitation	Arrêté préfectoral du 16/07/2012 , article 2.1.2	/	Sans objet
3	Collecte des effluents liquides	Arrêté préfectoral du 16/07/2012 , article 4.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation située « Route d'Estaires » ne présente pas d'évolution par rapport aux installations autorisées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/07/2012. Les modifications des rubriques des installations classées ont cependant fait évoluer le classement des installations. Précédemment l'installation relevait du régime de l'autorisation pour les rubriques 2713-1 et 2791-1. Suite à l'évolution de la nomenclature, le site est soumis à autorisation pour la rubrique 2791-1 et à enregistrement pour la rubrique 2713-1.

L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il doit, pour ces déchets d'hydrocarbures et pour les déchets dangereux provenant des opérations de tri des métaux, utiliser l'application Trackdéchets. [Trackdéchets | La traçabilité des déchets en toute sécurité \(beta.gouv.fr\)](http://beta.gouv.fr/Trackdéchets) pour gérer la traçabilité de ces déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, rubrique ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 2713 Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ² / Enregistrement 2. Supérieur ou égal à 100 m ² mais inférieur à 1 000 m ² / Déclaration Rubrique 2718 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations

visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.

1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges / Autorisation

2. Autres cas / Déclaration

Rubrique 2791

Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971.

La quantité de déchets traités étant :

1. Supérieure ou égale à 10 t/j / Autorisation

2. Inférieure à 10 t/j / Déclaration

Rubrique 2711

Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.

Le volume susceptible d'être entreposé étant :

1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ / Enregistrement

2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ / Déclaration

Rubrique 4725

Oxygène (numéro CAS 7782-44-7).

La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :

1. Supérieure ou égale à 200 t / Autorisation

2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t / Déclaration

Constats :

L'installation située route d'Estaires est réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 16/07/2012. Les surfaces, quantités et volumes des installations n'ont pas évolués.

Les installations autorisées sont :

- 2713-1 (installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux) pour une surface de 30 000 m². Cette installation était classée sous le régime de l'autorisation (A), elle relève désormais , après modification de la nomenclature des installations classées , du régime de l'enregistrement (E) ;

- 2718 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux pour une quantité < 1 T, cette installation était non classée elle relève désormais, après modification de la nomenclature des installations classées , du régime de la déclaration (DC) ;

- 2791-1 Installation de traitement de déchets non dangereux pour une quantité > 10 t/j, classée sous le régime de l'autorisation (A) ;

- 2711 Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques pour un volume < 150 m³, classée sous le régime de la déclaration (DC) ;

- 1220 emploi et stockage oxygène , stock < 300 kg , cette installation était non classée elle relève désormais , après modification de la nomenclature des installations classées, de la rubrique 4725 et est non classée sous cette rubrique.

Pour ce qui concerne les garanties financières, rubriques 2791 et 2713, la lettre du Préfet du Nord en date du 21/10/2014 donne acte à l'exploitant de sa déclaration d'exclusion d'obligation de constitution de garanties financières.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aménagement de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/07/2012 , article 2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, aménagement de l'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les quantités annuelles admises sont limitées à :

- métaux ferreux: 15 000 tonnes,
- métaux non ferreux: 1 500 tonnes

La hauteur des dépôts de métaux est limitée à 6 mètres. Exceptionnellement sur une période n'excédant pas 5 jours elle pourra être portée à 8 mètres après information de l'Inspection des Installations Classées.

L'ensemble des zones de dépôts et de travail est réalisé sur une aire étanche. En cas d'une aire bétonnée, une attention particulière sera apportée au niveau des joints de dilatation de la dalle de béton afin d'éviter toute infiltration d'hydrocarbures ou autres liquides susceptibles de générer une pollution des terrains et /ou des eaux souterraines.

Constats :

Le sol des aires de réception, tri, regroupement et stockage sont des dalles étanches. Sur l'aire de tri, le sol est protégé par des tôles en acier, cette aire accueillant également les engins de manutention et de tri. Les différentes aires sont séparées par des murets en béton.

Après tri, les métaux sont regroupés par nature (acier, inox, alu, cuivre et métaux précieux) , les déchets et DEEE sont également regroupés et dans des alvéoles ou des contenants distincts.

Une aire de découpe de grosses pièces métallique est également identifiée. Cette aire est équipée d'un poste de découpe oxy-coupage (oxygène + propane) ainsi que d'un extincteur mobile.

Les quantités annuelles admises de ferrailles sont de l'ordre de 3 à 4 000 T/an. La hauteur des dépôts reste inférieure à 6 m et les dépôts sont situés à plus de 150 m de la première habitation.

Une seconde partie du dépôt est utilisée pour le stockage de profilés métalliques en réemploi. Ces profilés sont préalablement triés, ils sont propres et ne génèrent pas de risques de pollution des sols. Ces stockages sont sur racks. Les bennes vides de récupération sont également stockées sur cette partie de dépôt. Le sol de cette partie de dépôt n'est pas étanche mais constitué de remblais stabilisés.

Observation : L'exploitant est invité à préciser sous 1 mois les quantités annuellement reçues de métaux ferreux et non ferreux.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/07/2012 , article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, collecte des effluents liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales provenant des aires étanches (stockage et découpe) sont collectées par des avaloirs vers un collecteur d'eau pluviale enterré. Ce collecteur longe les aires étanches et est situé à quelques mètres de la limite de propriété. Ce collecteur rejoint un séparateur à hydrocarbures. Le rejet de ce séparateur rejoint un bassin d'orage avant rejet au milieu naturel (watergang « le courant de la redoute »).</p> <p>Le réseau de collecte des eaux pluviales est entretenu annuellement (vidange du séparateur, curage du réseau). Le dernier entretien a été réalisé fin 2022. L'exploitant a présenté le bordereau de suivi de déchets (n° BSD-20221205-30KVP85YS) pour 3 tonnes de déchet (code déchet 13 05 07*) envoyé pour traitement chez Hydropale à Dunkerque.</p> <p>L'opération d'entretien consiste en une aspiration des eaux du collecteur, un curage des boues et le nettoyage du séparateur (aspiration des eaux souillées, curage, nettoyage du filtre).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet